

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 23/3 (1996)

DOI: 10.11588/fr.1996.3.60357

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Miszellen

JEAN-MARIE FLONNEAU

BOURGEOISIES ALLEMANDE ET EUROPÉENNES DES XIX^e ET XX^e SIÈCLES EN DÉBAT*

Pourquoi, seule parmi les états fortement industrialisés, l'Allemagne a-t-elle succombé à l'attrait du fascisme ? Cette question essentielle met en jeu »la continuité« de l'histoire allemande. Le passé de l'Allemagne serait-il, en quelque sorte, la préhistoire du nazisme ?

L'historiographie allemande, longtemps dominée par l'historicisme de Ranke, ne s'était guère attachée aux problèmes sociaux, malgré les œuvres de Schmoller et Lamprecht, et se limitait, le plus souvent, à l'histoire des Etats, à leur puissance diplomatique et militaire.

Après la Seconde Guerre mondiale, une véritable révolution »historiographique« s'accomplit avec l'école de Bielefeld autour de Hans-Ulrich Wehler, Jürgen Kocka, Heinrich A. Winkler explicitant par l'histoire sociale certaines péripéties de l'histoire politique.

La discipline historique se devait de s'élargir à l'étude des facteurs économiques et sociaux et des structures que révélaient la sociologie et les autres sciences sociales. De cette nouvelle et globale approche, surgit la problématique d'un *Sonderweg* allemand dont aurait été responsable la bourgeoisie allemande. L'histoire de la bourgeoisie allemande aurait suivi une voie spéciale, surtout en comparaison avec ses homologues dans les démocraties occidentales et aux Etats-Unis. En bref, la faiblesse du libéralisme et du parlementarisme dans l'Allemagne impériale, la passivité, voire le consentement devant l'avènement du national-socialisme, ne s'expliqueraient-ils pas par les particularités sociales de l'évolution de la bourgeoisie allemande et notamment par une certaine féodalisation de la bourgeoisie prussienne au XIX^e siècle ? Alors que la bourgeoisie prussienne affirmait sa puissance économique, les valeurs et le système des pouvoirs préindustriels incarnés par le souverain, l'armée, la bureaucratie et les Junkers se seraient maintenus... La controverse sur le *Sonderweg* s'est déchaînée entre historiens allemands et même étrangers comme en témoignent les travaux des anglais David Blackbourn et Geoff Eley insistant sur l'embourgeoisement (*Verbürgerlichung*) de l'ensemble de la société allemande, et qualifiant de »mythique« une interprétation de l'histoire allemande qui dénierait à la bourgeoisie allemande la capacité d'avoir résolu, comme l'anglaise et la française, le problème de la »modernisation«. En France, sous la direction de Jacques Droz, le *Mouvement Social* consacrait en 1986, un numéro spécial à un siècle d'histoire (1830–1933) de la bourgeoisie allemande où étaient discutées les limites et la portée de la thèse du *Sonderweg*. Cette thèse classique et simple du *Sonderweg*, selon laquelle, la bourgeoisie allemande, faute de suivre la voie réformiste anglaise ou la voie révolutionnaire française, avait dû passer, après l'échec de la Révolution de 1848, un compromis avec les classes dirigeantes traditionnelles, y était pour le moins nuancée. Mais ce débat reçut un élan décisif sous l'impulsion de Jürgen Kocka et Hans-Ulrich Wehler qui animèrent à

* La contribution présente correspond à un compte rendu des ouvrages de *Bürgertum im 19. Jahrhundert, Deutschland im europäischen Vergleich*, hg. von Jürgen KOCKA unter Mitarbeit von Ute FREVERT, München (Dtv) 1988, 3 vols., 468, 450 et 495 p. et de Klaus TENFELDE, Hans-Ulrich WEHLER (Hg.), *Wege zur Geschichte des Bürgertums*, Göttingen (Vandenhoeck & Ruprecht) 1994, 353 p. (*Bürgertum, Beiträge zur europäischen Gesellschaftsgeschichte*, 8).

l'université de Bielefeld d'octobre 1986 à août 1987, un groupe de recherches sur le thème «Bourgeoisie, valeurs bourgeoises et société bourgeoise» au XIX^e siècle dans les différents pays européens. Kocka et ses collaborateurs ont choisi la méthode comparative et interdisciplinaire avec discussion au sein de groupes qui ont rassemblé plus d'une quarantaine de chercheurs venant de diverses disciplines et nations. Ce sont leurs contributions que Kocka publie en trois forts volumes en 1988.

Le premier volume se divise, après une pertinente analyse longue de 65 pages et rédigée par Kocka sur les évolutions comparées des bourgeoisies européennes et les spécificités allemandes au XIX^e siècle, en deux gros ensembles. Le premier rassemblant huit articles, met en valeur les ressemblances et les différences entre l'évolution de la bourgeoisie allemande et celles du groupe social analogue en Angleterre, France, Italie, Autriche, Suisse, Suède, Hongrie et Pologne. Le deuxième ensemble, regroupant cinq exposés, est consacré aux rapports entre bourgeoisie, société civile et Etat à travers le droit et notamment la situation juridique des femmes en Allemagne, en Angleterre et en France.

Le deuxième volume est organisé en trois parties: la première traite en cinq contributions de la bourgeoisie économique, surtout industrielle en Angleterre, en France et en Allemagne et de la bourgeoisie de capacités en Allemagne, Suisse et Italie. La seconde partie évoque en six exposés, sous le titre général d'«Embourgeoisement et Désembourgeoisement», pour différents pays (Pologne, Angleterre, Allemagne, Suisse et France) le comportement bourgeois face aux autres classes et couches sociales, en particulier la noblesse et le monde ouvrier. La troisième partie, composée de quatre articles, est orientée sur la minorité juive dans la société bourgeoise en Allemagne, en Hollande, en France et en Pologne.

Le troisième volume est également divisé en trois parties et concerne plutôt les «superstructures». La mentalité et la culture bourgeoises sont étudiées en cinq rapports avec notamment l'histoire fort pertinente du duel en Angleterre et en Allemagne, due à Ute Frevert. Cinq exposés traitent des relations de la bourgeoisie avec la science, la littérature et l'art. Enfin, une dernière partie regroupe six contributions sur la place de la bourgeoisie dans la politique, comprise au sens large, c'est-à-dire non seulement dans les mouvements nationaux et libéraux mais aussi dans les politiques urbaines, sanitaires, éducatives, etc. ... La monumentale trilogie comparative dirigée par Kocka apporte ainsi une belle et riche moisson d'informations et de conclusions qui permettent de réfuter la thèse trop schématique d'une féodalisation de la bourgeoisie allemande. Elle lance un mouvement de recherches qui se traduit par la parution de nombreuses et diverses études, monographies, ouvrages thématiques concentrés sur l'histoire de la bourgeoisie économique et de la bourgeoisie culturelle allemande comparées à leurs homologues européennes. C'est ainsi que dans une collection intitulée «Bourgeoisie: contribution à l'histoire sociale européenne», Klaus Tenfelde et Hans-Ulrich Wehler font paraître un ouvrage rassemblant plusieurs approches de l'histoire de la bourgeoisie aux XIX^e et XX^e siècles. Quatre exposés étudient les relations entre noblesse et bourgeoisie au XIX^e siècle, notamment en Hesse-Kassel, Saxe et pas seulement en Prusse. Quatre contributions se préoccupent du cérémonial urbain, de la religion et de la culture comme éléments de la communication bourgeoise. Cinq articles évoquent la bourgeoisie au XX^e siècle, plus particulièrement la place des femmes dans le travail et les professions académiques. Enfin Tenfelde livre ses réflexions, bien au-delà du thème traité «ville et bourgeoisie au XX^e siècle», sur l'évolution des formes nouvelles et contemporaines de la bourgeoisie.

Tous ces ouvrages reposent sur une documentation impressionnante, une énorme littérature que les notes infrapaginales énumèrent, classent et parfois résument. Nous ne pouvons, ici, rendre compte des discussions fort pertinentes autour du concept de bourgeoisie et des nuances nécessaires à apporter dans l'étude des transformations de la position sociale, des formes de pensée, de mode de vie, et plus généralement de tous les aspects de la bourgeoisie au cours des XIX^e et XX^e siècles.

Pour éviter de nous focaliser sur les discussions qui portent sur le concept de bourgeoisie, notre propos sera de ne faire ressortir que les principales conclusions qui portent sur trois grandes questions: l'histoire générale de la bourgeoisie allemande au XIX^e siècle, les spécificités allemandes grâce aux comparaisons internationales entre les bourgeoisies des divers pays européens, et les transformations des formes de vie et de pensée bourgeoises au cours du XX^e siècle.

L'histoire de la bourgeoisie allemande passerait, au cours du long XIX^e siècle, par trois phases. Une première phase irait des dernières décennies du XVIII^e siècle jusqu'aux années 1840. C'est celle de la longue ascension et de l'offensive de la bourgeoisie. Elle est marquée par le recul du modèle inégalitaire des »états« ou »Stände«, avec le despotisme éclairé et les réformes par en haut. Il se produit alors une »Révolution culturelle« avec l'*Aufklärung* et une sécularisation croissante fondée sur des réformes éducatives humanistes, la limitation de l'absolutisme par la codification du droit, le constitutionnalisme dans l'Allemagne du sud et moyenne, l'émancipation de la bureaucratie aux dépens de l'autocratie en Prusse, également l'essor du capitalisme avant même l'industrialisation, par la transformation de l'artisanat, la réalisation de marchés intérieurs pour les marchandises, la main d'œuvre, la terre et le capital... Un nouveau milieu social naît. La bourgeoisie se développe puissamment. La conception bourgeoise de la société s'affirme et ses fondements sont installés au début du XIX^e siècle en opposition critique aux forces traditionnelles et notamment à la noblesse de naissance. Dans cette bourgeoisie l'emporte la bourgeoisie »culturelle«, avec son élément bureaucratique, devant une bourgeoisie économique et industrielle encore peu développée et, manquant de puissance et de prestige. Toutes les réformes introduites par en haut et encore fondées sur le compromis avec les pouvoirs traditionnels, reçoivent le soutien de cette bourgeoisie qui cependant a de plus grandes exigences, la fin des privilèges de la noblesse, l'unité nationale, la participation de la bourgeoisie aux affaires publiques... Le développement de la société bourgeoise ou civile n'arrive pas encore à la hauteur des attentes de la bourgeoisie qui poursuit alors son offensive...

Avec les années 1840 s'engagerait la seconde phase de l'histoire de la bourgeoisie allemande qui durerait jusqu'aux années 1870. Ce serait à la fois un apogée et un tournant. Cette trentaine d'années voit se dérouler une triple crise, avec la question sociale, la question constitutionnelle et la question de l'unification nationale. L'affirmation du capitalisme industriel renforce la bourgeoisie économique en richesse, prestige et influence. La bourgeoisie culturelle et la bourgeoisie économique s'égalent. Leurs contacts et leurs relations se développant, elles se distinguent plus nettement de la petite bourgeoisie. Avec la crise sociale des années 1840, la Révolution de 1848/49, l'essor du mouvement ouvrier dans les années 1860 et la critique social-démocrate, la séparation d'avec les classes populaires prend la première place dans la conscience bourgeoise d'autant plus que les principes nobles et les pouvoirs traditionnels continuent à s'effriter avec la Révolution de 1848/49 et dans la décennie relativement libérale de la fondation du Reich. Dès le compromis des années 1860 et des premières années 1870, une bonne part des aspirations bourgeoises à l'unité, à la liberté, au droit et à la participation est satisfaite. L'embourgeoisement de l'économie, de la société et de la culture fait de grands progrès même si les profondes transformations de ces décennies se produisent dans le cadre d'un état autoritaire, que les pouvoirs monarchique, bureaucratique et militaire ne sont pas brisés par une parlementarisation efficace et qu'il ne peut être question d'une suppression totale des privilèges et des avantages nobles.

Cette décennie porte une bourgeoisie libérale et bien délimitée à l'apogée de son histoire qui est aussi un tournant. Car dans ces grands succès bourgeois se mêlent aussi des défaites bourgeoises amères et les fronts se décalent. La défense contre les nouveaux mouvements sociaux venus d'en bas devient plus importante que la rivalité avec les forces traditionnelles qui, d'un côté se transforment en continuant à faire des concessions et s'approprient des aspirations jadis bourgeoises, mais d'un autre côté gardent une bonne partie de leur prépondérance et autorité traditionnelles.

La période des années 1870 à la Première Guerre mondiale représenterait une troisième phase dans l'histoire de la bourgeoisie allemande, celle de la défensive. Dans les cadres stables de l'empire petit-allemand et de la monarchie constitutionnelle, le capitalisme s'étend et la croissance industrielle se poursuit, entraînant un phénoménal changement de structures sociales, le recul de la population agricole et artisanale, l'expansion de la main-d'œuvre industrielle et surtout de la couche des employés, l'intensification des tensions sociales et le retour prononcé de l'intervention étatique dans l'économie et la société. L'empreinte bourgeoise sur le système ne doit pas être sous-estimée avec le triomphe de l'économie de marché, l'affirmation d'entreprises dynamiques, les droits individuels, l'égalité formelle, la limitation constitutionnelle et juridique du pouvoir gouvernemental, la liberté individuelle et le parlementarisme, la liberté de la presse, la formation d'une opinion publique, la relative autonomie de la culture, de la science et de l'art, la floraison des associations, l'autonomie communale et même l'idéal de la famille bourgeoise qui inspire le droit familial. Néanmoins, il y a deux ensembles de restrictions à l'emprise bourgeoise. D'un côté, il y a le maintien d'instances prébourgeoises et, de l'autre, la concrétisation des principes de la société bourgeoise entraîne une prise de distance de la part de la bourgeoisie transformée, précisément de cette formation sociale qui les avait jusque-là portés et revendiqués.

En premier lieu subsistent des privilèges nobles, non seulement avec les postes des cours princières, la deuxième chambre, le corps des officiers et la haute administration, mais aussi avec l'aristocratie à la campagne et les avantages des domaines seigneuriaux, même si ceux-ci peuvent être achetés par la bourgeoisie. Le compromis constitutionnel lors de la fondation du Reich a bloqué une parlementarisation totale et l'embourgeoisement du système du pouvoir. Ainsi aux prérogatives non bourgeoises de l'armée dans la constitution, correspond le prestige non-bourgeois des grades, titres et valeurs militaires dans la société et la vie quotidienne, au point que beaucoup de contemporains critiquent cette «militarisation sociale». Avec la nouvelle croissance des interventions sociales de l'Etat et le développement d'une espèce d'Etat-providence, le poids des instances autoritaires augmente de nouveau. La vieille tradition bureaucratique de décider par en haut, qui avait marqué l'histoire allemande et pas seulement prussienne depuis l'absolutisme, se renforce en s'opposant au modèle d'autonomie bourgeoise. Le libéral Friedrich Naumann était fondé en 1909 à se plaindre ainsi: «Un peuple industriel dans le vêtement d'un état agrarien». Les membres de la bourgeoisie allemande ne deviennent pas de «véritables citoyens» de l'Etat.

En second lieu, se sont réalisées certaines aspirations bourgeoises, malgré les limitations déjà citées notamment la démocratisation relativement précoce du suffrage pour le Reichstag, la mobilisation de larges couches de population par les partis de masse, la généralisation de l'enseignement primaire et l'élévation du niveau de vie. Mais les chances de réussite personnelle, de liberté et de participation qui faisaient partie des préoccupations bourgeoises, commencent à agir au-delà même de leur groupe social et pas toujours pour la satisfaction des bourgeois sur lesquels la démocratisation, telle une épée à double tranchant, pèse comme une menace. Par ailleurs, la bourgeoisie se transforme. De nouveaux types de bourgeois apparaissent comme les managers, les experts, les fonctionnaires et la frontière entre bourgeoisie économique et bourgeoisie culturelle se relâche, notamment par le mariage, la mobilité et l'éducation. L'opposition originelle entre bourgeoisie et noblesse recule sans toutefois complètement disparaître. La bourgeoisie se distingue de plus en plus des couches populaires et moyennes peu cultivées.

Depuis les années 70, le nationalisme bourgeois passe de «gauche» à droite et le libéralisme politique des partis se réduit, pas seulement parce que quelques-uns de ses principes sont devenus le bien commun politique, mais surtout par la «dé-libéralisation» de la bourgeoisie qui se comporte de façon de plus en plus exclusive et défensive.

Dans cette phase wilhelmienne, ce changement est particulièrement visible dans les buts éducatifs assignés aux lycées, dans le comportement des corporations étudiantes, dans les

productions littéraires et historiques nationales, de plus en plus »bornées«, et dans l'affaiblissement de cette foi internationale de progrès qui caractérise partout la bourgeoisie dans sa phase d'émancipation. Autant elle se montre dynamique en économie, technique, sciences et culture, autant elle s'éloigne au début du XX^e siècle sur le plan social et politique, de sa phase d'ascension et des éléments utopiques du modèle de société bourgeoise. Les exigences de parlementarisation et de généralisation des chances de liberté et de participation sont maintenant défendues par des partis du mouvement ouvrier en opposition avec la majorité de la Bourgeoisie...

Que conclure globalement de ce parcours de la bourgeoisie allemande, sinon qu'il ne semble pas être très différent à quelques variantes et temporalités près, de celui des bourgeoisies européennes ? L'Allemagne ne souffre pas d'un »déficit de bourgeoisie«. Néanmoins, il apparaît que les éléments d'identité et de force de la bourgeoisie allemande sont en même temps les sources d'une certaine impuissance à devenir une classe vraiment dominante, c'est-à-dire imposant sa légitimité aux autres classes ou groupes sociaux. Quels sont les résultats des comparaisons internationales, notamment avec la situation en Angleterre et en France ou avec les pays d'Europe orientale, centrale et nordique, en ce qui concerne les différentes catégories bourgeoises, et s'il n'existe pas en Allemagne de déficit bourgeois, du moins n'y a-t-il pas des spécificités bourgeoises propres à l'Allemagne ?

La bourgeoisie économique allemande apparaîtrait plus tardive et plus faible que celles des pays européens occidentaux, mais plus puissante et en aucun cas en retard par rapport à celles de l'est et du sud européens. La bourgeoisie économique allemande ressemble beaucoup à ses homologues occidentales et même les entreprises allemandes avec leur organisation en unions et une législation sociale imposante apparaissent moins autocratiques et individualistes que les entreprises françaises. En Allemagne, cette bourgeoisie économique apparaît plus cohérente qu'en Angleterre et en France. Par exemple, il n'existe pas la coupure entre la capitale et la province, très marquée dans les autres pays occidentaux. La cohésion de cette bourgeoisie économique allemande a néanmoins un revers. Plus que la bourgeoisie française ou anglaise, elle est séparée de la noblesse et de la bourgeoisie culturelle. Cette fermeture et cette délimitation de la bourgeoisie économique expliquent sa relative faiblesse par rapport aux autres fractions de la bourgeoisie, notamment celle de la culture qui s'oppose parfois au capitalisme. De plus, en raison de l'industrialisation rapide et forte, tout comme de la concentration des entreprises plus avancée qu'en France et en Angleterre, cette bourgeoisie économique manque d'une large assise paysanne ou de classes moyennes partageant ses valeurs. Ceci l'entraîne, plus qu'ailleurs, dans une alliance avec l'Etat et un compromis avec les anciennes classes dirigeantes pour faire face à une contestation ouvrière plus organisée qu'en France et plus radicale qu'en Angleterre.

Le »Bildungsbürgertum«, cette bourgeoisie culturelle définie par sa formation classique et universitaire est plus formée et homogène en Allemagne, voire en Autriche et en Italie qu'en Europe occidentale, orientale et nordique. Cette bourgeoisie culturelle apparaît comme une spécificité. Elle a un poids important dans la bourgeoisie allemande. A l'inverse, en Angleterre, les négociants, les banquiers et les entrepreneurs l'emportent sur les avocats, les juges, les pasteurs, les médecins et les fonctionnaires qui appartiennent à l'ordre traditionnel mais qui, en l'absence d'une formation académique commune, ne peuvent développer un esprit de corps. En Europe orientale, les institutions éducatives pour former cette bourgeoisie culturelle et les professions intellectuelles appartiennent plutôt à la petite bourgeoisie. En Allemagne, au contraire, celles-ci ont un rang élevé dans la hiérarchie sociale et ont tendance à s'autoreproduire et à se distinguer nettement du »peuple«.

En France, jusque dans les années 1870, font aussi défaut les structures universitaires qui auraient dû assurer la constitution d'une bourgeoisie culturelle; et les professions intellectuelles y sont moins bureaucratisées et liées à l'institution universitaire qu'en Allemagne.

L'identité et la force de la bourgeoisie culturelle allemande résident dans sa formation humaniste et son lien avec les fonctions politiques. Elle soutient le mouvement libéral et réformiste du *Vormärz* et prétend incarner, avant la réalisation de l'unité étatique allemande, tout l'héritage humaniste de la Réforme. Elle domine même au Parlement de Francfort, ce qui n'est pas le cas, par exemple, en France à l'Assemblée nationale Constituante de 1848. Mais cette bourgeoisie culturelle n'a guère d'autonomie par rapport à l'Etat pour fonder et garder sa position sociale. La situation religieuse de l'Allemagne marque profondément la bourgeoisie culturelle. A la suite de la sécularisation et de la relative défaite du catholicisme en Allemagne, la bourgeoisie est principalement protestante et les catholiques sont sous-représentés dans la haute administration. Avant comme après l'unité, la bourgeoisie culturelle ne peut jouer le rôle des professions libérales anglaises ou françaises, voire italiennes, qui assument la fonction de représentation politique des autres milieux et qui sont fort attachées au libéralisme et au parlementarisme.

L'analyse comparative des rapports entre bourgeoisie et noblesse dans les différents pays européens conduit à réfuter la thèse schématique de la «féodalisation» de la bourgeoisie allemande. Certes, les contacts, voire l'entrelacement entre bourgeoisie et noblesse, par anoblissement, relations sociales et familiales, intérêts économiques communs avec l'achat de domaines fonciers par des bourgeois et l'investissement de nobles dans l'industrie, sont plus nombreux dans l'Allemagne d'après 1848 que dans celle du *Vormärz*. Mais la tendance au rapprochement entre des parties de la noblesse et des parties de la bourgeoisie pour former une nouvelle élite est un phénomène général en Europe à l'exception peut-être de la Suisse.

Trois caractères marquent l'évolution allemande. Le premier est que la bourgeoisie allemande, et notamment la bourgeoisie économique a dû partager beaucoup plus le pouvoir politique avec la noblesse que ses homologues français et anglais, mais pas davantage que les bourgeoisies polonaise, hongroise ou russe, et elle s'est satisfaite du compromis établi dans les années soixante et soixante-dix dans la mesure où n'existait plus une opposition radicale d'objectifs entre noblesse et bourgeoisie.

Le second fait est que la fusion entre noblesse et haute bourgeoisie s'est opérée moins selon des modalités bourgeoises en Allemagne mais aussi en Autriche, en Europe centrale et orientale et en Russie qu'en Angleterre, en France et en Italie. En Italie, l'aristocratie, depuis longtemps teintée de patriciat urbain ne fut pas aussi liée qu'en Allemagne à la monarchie et au féodalisme.

En Angleterre, les frontières entre noblesse et grande bourgeoisie se sont précocement estompées. Le titre de noblesse était seulement hérité par la branche aînée et l'esprit citadin, les intérêts commerciaux gagnaient la noblesse terrienne. De plus, l'Angleterre victorienne, avec les *public schools* et les universités d'Oxford et de Cambridge, favorise l'intégration de la nouvelle bourgeoisie à l'*establishment*. En France, la grande Révolution avait, bien sûr, fait table rase des vieux privilèges de la noblesse et permis ensuite, la formation d'un groupe de transition, celui des notables, entre l'Ancien Régime et la société capitaliste. En Allemagne, l'impact de la Révolution française limité surtout à la rive gauche du Rhin et l'industrialisation tardive n'ont pas créé les conditions d'émergence de cette formation hybride qui a préparé la fusion progressive entre grande bourgeoisie et noblesse. En Allemagne, fait donc défaut ce groupe de notables, une classe dirigeante associant l'Ancien et le Nouveau, comme en France et en Angleterre. L'Allemagne ne connaît pas non plus le rapprochement entre nobles et bourgeois qui s'effectue en Europe centrale et orientale, sous l'égide du nationalisme et de la commune sujétion à la domination étrangère.

Ainsi apparaît par comparaison avec l'Europe de l'Ouest et celle de l'Est, le troisième caractère paradoxal de la situation allemande. Le processus de symbiose entre noblesse et grande bourgeoisie semble moins poussé en Allemagne qu'ailleurs. Encore à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle, les deux groupes sociaux restent séparés par une distance sociale plus grande qu'ailleurs. Et le compromis allemand entre grande bourgeoisie et

noblesse sous l'égide de la monarchie, se marque moins par leur fusion que par le maintien de leur séparation. A la différence de l'Allemagne, les pays libéraux ou les plus dominés par les valeurs capitalistes sont ceux où les passages entre la noblesse et la grande bourgeoisie ont été les plus fréquents et facilités par les moyens les plus divers: relations familiales, contacts professionnels, mode de vie, processus éducatif intégrateur...

En Allemagne, la bourgeoisie apparaît encore à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle comme une formation sociale cohérente gardant une forte identité, marquée par une sorte d'exclusivisme social vis-à-vis des autres milieux sociaux. Mais cette force se révèle être une faiblesse. Certes, l'esprit bourgeois s'étend à la société civile allemande mais la comparaison internationale avec les évolutions française, anglaise, italienne et même polonaise fait apparaître qu'en Allemagne, la bourgeoisie, marquée par sa cohérence et son exclusivisme social, a une plus faible capacité de rayonnement, de rassemblement et d'intégration vis-à-vis des divers groupes sociaux supérieurs, comme la noblesse, ou inférieurs comme la petite bourgeoisie, le monde paysan ou le monde ouvrier. La différence de l'évolution allemande est notamment flagrante par rapport à celle des pays décentralisés ou à noblesse faible comme la Suisse ou la Suède. En Suisse, les diverses strates bourgeoises fusionnent progressivement et passent des compromis politiques quand la contestation des classes moyennes ou des classes populaires et des intellectuels devient trop forte. La bourgeoisie s'y présente comme ouverte aux hommes nouveaux et se comporte comme une classe englobante et intégratrice, défendant à la fois l'éthique de travail, la démocratie et le patriotisme face aux menaces extérieures. En Allemagne, dans la mesure où le libéralisme est exclusivement porté par la bourgeoisie exclusive socialement et culturellement, il est compréhensible que celui-ci ne peut s'étendre aux autres couches ou groupes sociaux.

Les comparaisons internationales font apparaître que la bourgeoisie allemande, est, par rapport aux bourgeoisies de tous les autres pays, plus marquée par l'esprit bureaucratique et plus liée à l'Etat. La bourgeoisie culturelle est surtout constituée par la fonction publique. Jusqu'aux années 1870, en Prusse, les avocats et les notaires sont des fonctionnaires de l'Etat. Les pasteurs protestants ont presque le même statut. Même si, depuis le milieu du XIX^e siècle, les entrepreneurs autonomes et les professions libérales prennent leur essor, les fonctionnaires voient leur nombre et leur rôle s'accroître avec l'aménagement précoce de l'Etat-providence interventionniste. Une formation garantie par l'Etat, un emploi sûr sans être source d'enrichissement, la proximité du pouvoir et une prétention à incarner et servir l'intérêt général confortent dans l'opinion publique l'image des hauts et moyens fonctionnaires et renforcent leur «esprit de corps». De cette bourgeoisie «bureaucratique» se distingue évidemment la bourgeoisie économique avec son esprit d'entreprise, son autonomie et ses valeurs capitalistes. Néanmoins, l'esprit bureaucratique et l'orientation vers l'Etat imprègnent plus le milieu entrepreneurial en Allemagne qu'ailleurs. Issu de l'administration publique, le modèle bureaucratique déteint sur les organismes économiques privés, les sociétés de chemins de fer, les grandes entreprises beaucoup plus en Allemagne qu'en Angleterre, en France ou aux Etats-Unis. Les gros entrepreneurs allemands apprécient de recevoir de l'Etat le titre honorifique de Conseiller commercial. Par ce biais, l'Etat distingue une couche supérieure d'entrepreneurs de la masse des entrepreneurs et continue à organiser la hiérarchie sociale de la bourgeoisie allemande et donc divise celle-ci comme le souligne vers 1900, Friedrich Naumann. Le bourgeois économique allemand préfère être appelé Monsieur le Conseiller que Monsieur le Baron car le suffixe «rat» symbolise l'élévation de la grande bourgeoisie économique au niveau social de la Haute administration. Par ailleurs, les entrepreneurs allemands ne sont pas partisans d'une politique de tout «laissez-faire», anti-étatique. Ils apprécient que l'Etat donne une orientation collective à l'économie. Les cartels, *Konzerne* et autres unions patronales se structurent avec l'aide de l'Etat. Le passage au «capitalisme organisé» et à l'Etat interventionniste ne suscite aucune résistance. La différence entre le type du bourgeois fonctionnaire et le type du bourgeois entrepreneur perd de son

acuité en Allemagne beaucoup plus vite qu'ailleurs. L'Allemagne connaît, tout comme les autres pays développés et industrialisés, l'essor du secteur des services et des professions spécialisées fondées sur une formation universitaire, cadres, experts, médecins... Mais les processus d'éducation spécifiques à ces professions bourgeoises sont en Allemagne particulièrement codifiés et l'exercice de ces professions encadré par l'Etat. Beaucoup plus que leurs collègues anglais, les médecins allemands s'appuient sur l'Etat pour se protéger de concurrents moins qualifiés, vite appelés « charlatans ».

Les organisations professionnelles allemandes s'inspirent du modèle de la haute fonction publique et sont animées d'un esprit de corps, voire de caste. En Allemagne, la bourgeoisie professionnelle est ainsi contaminée par l'esprit bureaucratique et n'a pas l'autonomie, vis-à-vis de l'Etat dont bénéficie les professions libérales françaises, anglaises et italiennes. De ce fait, sur le plan politique, le libéralisme bourgeois allemand n'est pas anti-gouvernemental et n'oppose, à l'inverse des libéraux français ou anglais, aucune résistance à l'intervention de l'Etat dans les domaines « privés ». A cette bureaucratisation de la société bourgeoise s'ajoute, depuis la fondation du Reich obtenue par la voie militaire, une sorte de militarisation sociale, avec la prédilection des fils de la bourgeoisie pour le titre d'officiers de réserve...

Le relatif manque de poids politique de la bourgeoisie allemande incite celle-ci à investir sur la *Bildung* afin de se distinguer des groupes sociaux inférieurs ou supérieurs. A la différence de la bourgeoisie culturelle, la bourgeoisie économique orientait ses héritiers vers des filières moins académiques et plus techniques. Comme la culture allemande est la première force de réalisation de l'unité allemande, l'enseignement humaniste du gymnasium se met, dans la période précédant l'unité politique, à défendre les valeurs de patriotisme et d'ordre. Après 1848, sont même peu à peu introduits dans l'enseignement secondaire, des exercices sportifs préparatoires à la vie militaire.

La différence des idéaux éducatifs entre la France et l'Allemagne apparaît flagrante. En France, l'instruction se réclamant des Lumières et de la Révolution, prétend avoir pour mission de former des citoyens autonomes, aptes à participer à la vie publique.

Dans l'Allemagne wilhelmienne, l'esprit critique et l'idéal de formation du citoyen, s'estompent au bénéfice du respect de l'ordre établi. Ceci explique que la bourgeoisie culturelle allemande, séparée des masses par ses valeurs classiques, n'assura pas une fonction d'entraînement « pour le peuple », comme le firent les intelligentsia de l'Europe de l'Est (Pologne et Tchécoslovaquie) et du Nord (Finlande et Norvège) à la tête des mouvements nationalistes et même socialistes. Séparés aussi de la noblesse, les bourgeois allemands passés par les gymnasium ou les universités sont imprégnés de valeurs élitistes, voire aristocratiques. L'étude comparative de l'évolution du duel dans les sociétés allemande et anglaise est éclairante. Dans l'aristocratie anglaise, le duel tombe peu à peu en désuétude et se trouve transcendé en quelque sorte par l'idéal du gentleman cultivant, par le sport, l'honneur, l'esprit collectif et l'autodiscipline. A l'inverse, tant dans l'aristocratie que dans la bourgeoisie allemandes, le duel prospère. Il devient un véritable rite d'initiation dans la jeunesse étudiante. Le jeune *Bildungsbürger* manifeste par le duel qui met en jeu sa vie, la valeur de son individualité tout comme le fait traditionnellement l'officier. Cette pratique physique et symbolique du duel contribue à préserver l'esprit de corps chez les bourgeois. La bourgeoisie ne s'est pas féodalisée économiquement et socialement, mais son esprit de corps qui fait son identité et les valeurs élitistes qu'elle affiche comme « aristocratie de l'esprit » jouent le rôle de l'esprit de caste de la noblesse. Les valeurs culturelles bourgeoises apparaissent ainsi aussi importantes, sinon plus que les simples facteurs économiques ou politiques, trop souvent invoqués pour rendre compte des différences d'évolution entre les bourgeoisies européennes. Le *Sonderweg* de la société allemande ne tiendrait pas à un déficit ou à un retard, ni à une féodalisation de la bourgeoisie, mais plutôt à la spécificité élitiste de la bourgeoisie qui en fait sa force mais aussi sa faiblesse.

Certaines contributions réunies par Jürgen Kocka comme par Klaus Tenfelde et Hans-Ulrich Wehler permettent de fortement nuancer l'équation »Libéralisme« égale »bourgeoisie« égale »progrès« égale »occidentalisation«, trop vite reçue pour le XIX^e siècle. Il n'y a pas, en fait, un modèle bourgeois et libéral d'évolution linéaire vers le progrès.

En Europe centrale et orientale, mais aussi dans certaines régions d'Allemagne, autres que la Prusse, l'idée de progrès peut être portée par un autre groupe social que la bourgeoisie. En Hongrie, la noblesse, dont les effectifs sont supérieurs à ceux de la bourgeoisie, lance les réformes liées à l'*Aufklärung* et ouvre la voie au développement du capitalisme moderne. En Pologne où la bourgeoisie est divisée par les partages territoriaux et les intérêts économiques divergents, ce sont la noblesse et l'intelligentsia qui prennent en charge, à sa place, les aspirations nationales et les réformes démocratiques. Dans l'Empire wilhelmien, la bourgeoisie »bureaucratique« est à l'origine de progrès décisifs vers une vie meilleure et moderne. L'organisation de l'enseignement et de la recherche permet à l'Allemagne d'obtenir de remarquables réussites scientifiques. La gestion communale des villes allemandes est un modèle d'efficacité, admiré par les réformateurs américains et britanniques. Sur le plan sanitaire et social, l'Empire allemand est plus avancé que la France républicaine, prétendument démocratique. En Allemagne, les fonctionnaires bourgeois jettent, au bénéfice des populations, les bases d'un Etat-providence et les bourgeois économiques les acceptent alors qu'en France la bourgeoisie, au nom du libéralisme anti-étatique, s'oppose aux législations trop contraignantes. Il en résulte, en France, des oppositions et des confrontations sociales plus brutales entre patrons et ouvriers, un taux de mortalité plus élevé, notamment à cause de la variole et de la tuberculose.

Dans l'Empire allemand, la variole était éradiquée alors qu'en France elle pouvait faire encore 200 000 morts... L'Allemagne est bien la pionnière d'un Etat-providence qui sera imité par les autres pays européens.

Concluons: Cette Allemagne en marche vers la modernité ne souffre pas d'un déficit général de bourgeoisie, mais elle se caractérise par une bourgeoisie imprégnée d'esprit bureaucratique, à la fois forte par son identité marquée et faible par son incapacité d'intégration due à son exclusivisme social. Pour le XIX^e siècle, par la comparaison internationale, le *Sonderweg* apparaît ainsi tout relatif et de ces spécificités de la bourgeoisie allemande, il n'en résulte pas nécessairement que celle-ci dût apporter son appui au national-socialisme, car, sans reprendre toutes les controverses autour du *Sonderweg*, il faut bien reconnaître que le véritable *Sonderweg* allemand commence en 1933!

Néanmoins comme le montrent certaines contributions réunies par Tenfelde et Wehler, ces spécificités peuvent laisser comprendre que la bourgeoisie, soucieuse de conserver son exclusivisme, de maintenir son esprit de corps et de contrôler l'accès à la supposée élite intellectuelle, ait été gagnée aux tendances nationalistes, réactionnaires et néo-conservatrices sous la République de Weimar. Pendant la crise des années 1930, elle a une peur, largement surestimée, de perdre ses positions privilégiées dans l'appareil d'Etat ou dans la vie culturelle, ou même son statut social. Le syndrome d'une relative »prolétarianisation« lui procure des boucs-émissaires, notamment les femmes et les juifs et la détourne de la démocratie libérale. En voulant préserver son exclusivisme social, elle aurait rendu possible l'avènement du national-socialisme. Mais le régime nazi, anti-bourgeois ou non-bourgeois, se retourne contre cette bourgeoisie élitiste et détruit les valeurs bourgeoises dans le cadre d'un nivellement général. Cependant, outre les facteurs conjoncturels et par delà les crises du XX^e siècle, les facteurs structurels, tels l'élargissement de l'Etat-providence, l'urbanisation par grandes villes, la révolution de la communication et de la consommation, bref la »démocratisation« du mode de vie bourgeois et l'accès possible à celui-ci par l'éducation et les loisirs, vont faire éclater l'exclusivisme de la bourgeoisie allemande et la pousser à un renouvellement partiel ou total de son être, dans le cadre d'un Etat démocratique. Des clivages sociaux traditionnels

disparaissent, de nouveaux apparaissent, fondés sur la richesse, l'individualité et l'autonomie...

Tirons de nos lectures une conclusion volontiers schématique. Du début du XIX^e siècle à la fin du XX^e siècle, il y aurait en Allemagne le passage d'une bourgeoisie exclusive et fermée sur elle-même, et relativement satisfaite d'être englobée dans un Etat autoritaire, à une bourgeoisie ouverte, intégratrice et englobante dans le cadre de l'Etat démocratique. Aujourd'hui, continuité et renouvellement marqueraient cette formation sociale telle un phoenix, une bourgeoisie toujours recommencée pour le bonheur et le malheur de la société ... et aussi toujours objet de recherche pour l'historien.